

# la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0118 K 87909 - ISSN : 1951-4727  
Dépôt légal : à parution

N°1187 du 25 février 2014 | [www.libres.org](http://www.libres.org)

Hebdomadaire 1,50€

1981-2014 | 33ème année de parution



## SOMMAIRE DU N°1187

**EDITORIAL** : L'Ukraine, la liberté et Gazprom pp. 1-2

**CONJONCTURE** : Les moteurs sont-ils en panne ? pp. 3-4

**ACTUALITES** : Matteo Renzi, le Tony Blair italien ? p. 4 - Ah les vaches ! p. 5 - Les Verts : Jean Marc Ayrault «apaise le jeu» p. 5

**FORUM DES LIBERTES** : COMPTE RENDU p. 6

**L'AGENDA LIBERAL** : p. 7

**LU POUR VOUS** : livres, articles et sites p. 6-8

## L'Ukraine, la liberté et Gazprom

Comme la plupart d'entre vous sans doute j'ai été bouleversé par le soulèvement du peuple ukrainien. Il fait écho aux soulèvements de Budapest en 1956, de Prague en 1968, de Gdansk en 1970. Le courage des manifestants, la répression policière, la lutte contre la dictature, la statue de Lénine renversée : autant de signes d'un combat pour la liberté.

Comme la plupart d'entre vous sans doute j'ai applaudi à la victoire de l'opposition, chèrement payée, mais j'ai du mal à imaginer que tout soit réglé désormais : le pays est divisé entre Est et Ouest, aucun leader politique crédible ne semble capable de réaliser une unité nationale durable, et la situation économique du pays est catastrophique.

Comment en est-on arrivé là ? Par les égarements, voire les crimes, des dirigeants poli-

tiques mais aussi par les enjeux économiques sous-jacents ; deux causes d'ailleurs étroitement liées, qui devraient alerter le camp de la liberté.

La liberté, les Ukrainiens pouvaient y accéder en 1991. Le referendum pour l'indépendance avait recueilli 91% des voix (82% des Ukrainiens avaient participé au vote). Malheureusement, l'élan libérateur s'était vite rompu avec la présidence de Leonid Kouchma, dirigeant communiste très proche de Moscou, installant corruption et répression. En 2004, la « révolution orange » avait contesté les élections présidentielles gravement entachées de fraude et portait à la présidence louchtchenko, loulia Tymochenko, la passionaria des manifestants, devenant Premier Ministre. L'Ukraine allait-elle enfin connaître la liberté ? >>

### BULLETTIN D'ABONNEMENT

- s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)  
 envoie une liste de courriels pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de l'ALEPS et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

**ALEPS**, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4

M  Mme  Mlle  NOM..... Prénom.....

Adresse .....

Code postal ..... Ville..... Courriel .....

**aleps**

**ASSOCIATION POUR LA LIBERTÉ ECONOMIQUE ET LE PROGRES SOCIAL**

ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

[www.libres.org](http://www.libres.org)

C'était sans compter sur les dissensions entre les artisans de la Révolution Orange, et sur la corruption de l'ensemble de la classe politique (corruption qui permettra d'écarter Ioulia Tymochenko du pouvoir et de la condamner à sept ans de prison). Les amis de Koutchma et les nostalgiques du communisme prennent alors une revanche éclatante et Viktor Ianoukovitch, le président déchu depuis dimanche, est élu en 2010, l'opposition est réduite au silence. Dans ces conditions, on comprend la colère du peuple, notamment des jeunes, contre un régime politique instable dominé par une nomenklatura avide d'argent et de pouvoir.

L'incapacité et la corruption de la classe politique ont été attisées par la lutte d'influence que se sont livrés Moscou et Washington (sous la présidence de George W. Bush). D'ailleurs, pendant ces jours de révolution, Poutine n'a cessé d'accuser les Occidentaux d'être derrière les manifestants et les Occidentaux ont accusé Poutine d'être derrière le pouvoir en place. Certains sont allés jusqu'à évoquer la menace d'une « nouvelle guerre froide ». Il est vrai que la volonté du Kremlin de reconstruire la Grande Russie inquiète sérieusement les pays libérés de l'URSS, en particulier la Pologne, les Pays Baltes, la Géorgie et les républiques asiatiques. D'autre part, Poutine poursuit son chantage, il détient une arme puissante avec Gazprom et la place que le gaz naturel et les gazoducs occupent dans l'économie de l'Europe Occidentale, notamment en Allemagne. Mais c'est précisément ce qui va tenir les hostilités dans des limites étroites, car Poutine ne peut renoncer à la rente que lui servent les Occidentaux via Gazprom.

*« Quand l'économie est affaire  
d'Etats, la guerre  
économique n'est pas loin »*

C'est précisément ce dernier aspect de l'affaire ukrainienne qui mérite à mon sens toute l'attention. Ce qui est en cause est une fois de plus le dirigisme économique dans sa forme la plus insidieuse et la plus contemporaine : le capitalisme des tricheurs (Crony capitalism) né de la connivence entre le monde des affaires et la classe politique. Lorsque Koutchma a proposé aux Ukrainiens d'entrer le plus vite possible dans « l'économie de marché » c'était pour calquer le modèle russe qui faisait émerger une nouvelle nomenklatura, s'emparant par tous moyens des dépouilles de l'Union Soviétique et s'installant à la tête des grandes entreprises naguère publiques. Souvent la nouvelle nomenklatura n'était que l'ancienne, soudainement convertie aux vertus du « marché », sauf à préciser que la propriété n'était pas entre les mains d'entrepreneurs ou d'apporteurs de capitaux, mais de celles d'usurpateurs et de maffieux.

Ce qui est en filigrane des événements ukrainiens, c'est la lutte d'influence entre les « oligarques » du camp russe et du camp occidental. Ianoukovitch portait les intérêts de tous ceux qui veulent assurer la richesse de l'Ukraine, et leur richesse personnelle, à travers la collaboration étroite avec la Russie. Mais cette collaboration s'accommode mal de relations plus étroites avec l'Union européenne, dont le peuple ukrainien pouvait espérer qu'elles secoueraient le joug de Moscou et soutiendraient l'économie locale exsangue. Ce qui a mis le feu aux poudres c'est que Ianoukovitch a renoncé à cette « européanisation ».

*« La liberté des Ukrainiens :  
le prix à payer à Gazprom »*

Pour autant, l'Europe peut-elle aujourd'hui se substituer à la Russie pour aider les Ukrainiens ? Les Allemands sont partagés entre leur besoin de recevoir le bon gaz de Gazprom et leur crainte d'avoir à régler la dette publique de l'Ukraine. Les Polonais veulent une nette rupture avec Moscou. Les autres membres de l'Union sont divisés, partagés principalement sur la politique de Poutine au Moyen Orient. Les Etats Unis ont du mal à prendre une ligne bien définie.

Une grande incertitude règne donc maintenant sur l'avenir immédiat de l'Ukraine. Pourtant, une première chose est certaine : l'avenir est suspendu à la lutte des oligarques. Et une autre chose encore : l'avenir de la mondialisation dépend de la totale élimination des Etats de la scène internationale. Tandis que l'économie marchande rapproche les peuples, l'économie dirigée crée des conflits et, un jour où l'autre, des guerres. La guerre civile et la ruine de l'Ukraine n'auraient pas existé sans l'existence de Gazprom.

**Jacques Garello**

## LES MOTEURS SONT-ILS EN PANNE ?

A en croire la majorité des « experts » et la plupart des journalistes économiques, la croissance dépend de la puissance de ses trois moteurs : la consommation, l'investissement et les exportations. Si le chiffre de la croissance n'est pas celui que l'on attend, on se livre au jeu des moteurs : l'un est-il en panne, l'autre va-t-il sauver la situation ?

C'est dire que tous ces braves gens en sont restés à l'économie de la demande, à l'économie de la dépense, hérésie keynésienne qui justifie que le gouvernement intervienne sans cesse pour pousser les moteurs.

On dit actuellement que l'on est passé du côté de l'économie de l'offre, et que le gouvernement réalise enfin que la croissance naît dans les entreprises, mais les articles que nous offrent quotidiennement les analyses conjoncturelles de la presse en sont restés à cette équation fondamentale : plus on dépense, plus on est riche !

### **C + I + X = PIB**

L'équation fondamentale qui domine les analyses de conjoncture lie la croissance économique mesurée par le Produit Intérieur Brut (PIB) à la masse de la consommation (C), des exportations (X) ou de l'investissement (I). La hausse du PIB serait la résultante de ces trois éléments. On en déduira facilement qu'il suffit de relancer tel ou tel moteur pour booster la croissance : l'économie serait une machine, dont les hommes politiques, omniscients et parfaitement informés, régleraient la puissance à travers les manettes budgétaires et monétaires à leur disposition.

Cette vision est macroéconomique, elle repose sur la mesure des « agrégats » par les fabricants de statistiques (en particulier l'INSEE). Mais cette mesure se fait à partir de conventions comptables discutables. Tout d'abord on ne mesure que ce qui est échangé sur le marché, alors quid des stocks invendus ? Et quid des biens et services fournis par les administrations ? On estime leur valeur d'après leur coût, donc toute hausse des salaires des fonctionnaires accroît le PIB ! D'autre part, on néglige la production domestique, celle des ménages, alors qu'ils produisent des services pour eux-mêmes, et de plus en plus (bricolage, entretien, jardinage, travail au noir, etc.).

Les chiffres doivent donc être pris avec précaution. Annoncer, mi-février, que la croissance est plus forte que prévu et qu'on est sorti (presque) de la crise, parce que l'on a trouvé 0,3% de croissance du PIB en 2013 au lieu des 0,1% prévus, ne signifie rien, si ce n'est qu'on s'était trompé dans la prévision. Dire que la croissance est trois fois plus forte que prévu est grotesque, car trois fois rien, cela ne fait toujours pas grand-chose. Et 0,1% comme 0,3% est inférieur à la marge d'erreur ou de convention arbitraire. D'ailleurs les chiffres font du yoyo (deux trimestres de 2013 avec une croissance 0).

### **La consommation, moteur ou résultante ?**

La consommation a augmenté de 0,5% au 4<sup>e</sup> trimestre, contre 0,1% au 3<sup>e</sup> et 0,4% au second. C'est donc un peu plus que la croissance du PIB. Partant de cette constatation statistique, les « experts » affirment qu'il s'agit bien là du meilleur moteur de la croissance. Logique : c'est le chiffre le plus élevé. Logique, mais faux. Si c'était vrai, la croissance devrait être bien supérieure car un autre élément de la demande globale, la dépense publique, est très dynamique en France ; nous devrions donc avoir une croissance à la chinoise !

Cette vision erronée justifie donc l'action visant à relancer la consommation, avec les résultats que l'on sait, en particulier en 1981 à l'époque de François Mitterrand : un déficit extérieur abyssal et trois dévaluations du franc. Les Français avaient bien consommé plus, comme on le souhaitait, mais, à la surprise de nos hommes politiques, en achetant des produits étrangers bon marché. A la rigueur, la politique française de relance de la consommation de 1981 a relancé l'économie allemande !

### **Et les exportations ?**

Le second moteur, celui des exportations, a des ratés. Les exportations ont chuté de 0,5% au 1<sup>er</sup> trimestre, augmenté de 2,4% au 2<sup>e</sup>me, reculé de 1,6% au 3<sup>e</sup>me et augmenté de 1,2% au dernier trimestre 2013. Certes, une hausse des exportations peut signifier que nos produits ont une compétitivité-prix ou une compétitivité-produits et sont appréciés des consommateurs étrangers. Mais nous avons expliqué il y a un mois que déficits ou excédents extérieurs ne représentaient pas grand-chose. Et c'est un soi-disant moteur sur lequel nous n'avons aucune prise, si ce n'est d'avoir des produits compétitifs, ce qui relève des entreprises, donc de l'offre... Certes, cela conduit nos experts à souhaiter que nos voisins aient une croissance rapide, pour qu'on puisse leur vendre plus, et on leur suggère de faire chez eux une relance par la consommation, pour qu'ils achètent nos produits. Curieusement, cela ne suscite de leur part qu'une réserve polie. >>

### **L'investissement, élément de demande ou d'offre ?**

Le troisième moteur est plus intéressant : les investissements productifs des entreprises. On ne le met pas trop en avant ces temps-ci, car la formation brute de capital fixe des entreprises a reculé sans interruption pendant 21 mois ; ce n'est qu'en fin d'année qu'elle se redresse, avec une hausse de 0,9% au 4<sup>e</sup> trimestre. Mais c'est très provisoire et cela s'explique par la nécessité de remplacer un matériel devenu obsolète, après des mois de recul des investissements. En outre, nos keynésiens de service sont un peu désarmés car la vulgate keynésienne leur a appris que pour relancer les investissements, il fallait baisser le taux d'intérêt ; mais comme on est presque à zéro et que jamais les taux n'ont été aussi bas, on voit que le succès n'est pas au rendez-vous !

En réalité, l'investissement joue bien un rôle, mais pas celui qu'on croit. Pour les tenants de la demande globale, il est un des moteurs de la croissance, étant un élément de la demande. Cela n'a pas plus de sens que pour la consommation. En revanche, l'investissement productif est un élément déterminant de l'offre : la possibilité d'accroître demain la production : une entreprise qui n'investit pas décline ; une entreprise qui investit créera de l'activité et de l'emploi.

### **Macro ou micro ?**

Cette notion de moteurs de la croissance relève de l'a priori selon lequel la demande mène l'offre, ce qui permet aux pouvoirs publics de se donner le rôle de sauveurs, négligeant le fait que c'est l'offre qui crée sa propre demande. Mais sa faiblesse vient surtout de son caractère macro-économique : l'économie vue d'en haut, reposant sur quelques variables macro, que le politique peut manipuler. La complexité de l'économie en est oubliée : ce n'est pas l'Etat qui crée de l'activité, mais les millions de décisions décentralisées des agents économiques, à commencer par les entrepreneurs. La création de richesses n'est autre que la satisfaction des besoins de la communauté et c'est la production et elle seule qui est source de pouvoir d'achat, parce qu'elle se fait en rémunérant ceux qui y participent. Il y a des millions de moteurs : chacun de nous peut être un moteur de croissance, si on le laisse libre de ses choix, responsable de ses décisions et cela sans lui confisquer ce qu'il a légitimement gagné. Seule la liberté peut permettre aux moteurs de se révéler.

**Jean Yves Naudet**

## **Matteo Renzi, le Tony Blair italien ?**

*Président d'un parti de gauche, il veut engager des réformes libérales*

**L**es débuts du nouveau Premier ministre italien font sensation. Il bénéficie du soutien non seulement du Parti Démocrate, qu'il a présidé depuis trois mois, mais aussi du patronat de Milan, dont l'organe de presse 24 Ore ne cesse de vanter ses idées et son programme ; catholique pratiquant on dit qu'il a également séduit le Vatican et l'Osservatore Romano a fait l'éloge de son discours devant le Sénat : « Le moment est venu pour l'Italie entière de tourner la page après vingt ans d'atermolements. »

Ce jeune (39 ans) et talentueux leader de centre gauche est souvent comparé à Tony Blair : un

social démocrate qui propose une politique libérale – celle que Silvio Berlusconi n'a pas réussi à mettre en œuvre. Renzi, c'est la volonté de réforme, c'est la charge d'audace et la force de conviction nécessaires pour changer le cap de l'Italie. Il persuade ses compatriotes qu'il y a mieux à faire que d'être « la lanterne rouge de l'Europe ». La direction choisie ne fait pas de doute : diminution des charges sociales et des impôts, réduction de la réglementation et de la bureaucratie, remboursement des dettes de l'Etat à commencer par celles qui sont dues aux entrepreneurs italiens. On pourrait faire le rapprochement avec la « conversion » de François

Hollande. Mais Renzi n'est pas prisonnier de l'extrême gauche ni des écologistes, et à la différence du Président français, il sait clairement ce qu'il veut.

Sera-t-il réellement l'homme providentiel ? Il est bien trop tôt pour le dire et certains, notamment au sein de son propre parti, disent qu'il y a loin de la coupe aux lèvres. La dette souveraine de l'Italie est de 133 % du PIB, le chômage est de 12 % (mais il s'est stabilisé). Le chemin de la réforme est difficile, mais Renzi redonne confiance et courage à son peuple : la France aurait besoin d'un Renzi ou d'un Tony Blair pour mener des réformes libérales. •

## Ah les vaches !

*Le Salon de l'Agriculture, symbole de la France qui broute et rumine*

**E**t regarde passer le train du progrès, pourrait-on dire encore ! Mais ce serait trop sévère car une nouvelle génération d'agriculteurs français transforme un secteur vétuste et corporatiste en une activité hautement technologique et compétitive. L'agriculture est révélatrice du dualisme français : d'un côté la France de Sully, de l'autre, celle des drones et des satellites guidant le travail agricole.

Pourtant, la « grande ferme » est toujours populaire. On y voit un hommage rendu à la « France profonde », à la nature. Soit, mais elle traduit aussi la puissance électorale du monde paysan. Forts de leur concentration dans des circonscriptions repérables, les paysans français se sont organisés

pour vivre avant tout des soutiens de l'Etat. En Nouvelle Zélande, les aides publiques représentent 2% du revenu des agriculteurs, en France c'est 82%. Mais la France n'est pas une exception : les Etats Unis soutiennent les « fermiers » et l'Union Européenne a choisi une politique commune agricole à base de prix ou de revenus garantis et de protectionnisme. Un peu partout, l'agriculture échappe aux lois du marché et déteste la concurrence. La facture est payée par les consommateurs des pays riches, mais aussi par les producteurs des pays pauvres.

La paysannerie française en a-t-elle tiré profit ? Même pas : les revenus agricoles n'ont cessé de baisser depuis un demi-siècle, la population agricole aussi. Quand

on goûte au poison de l'aide publique, on devient les drogués de l'Etat, on sacrifie l'avenir pour d'éphémères satisfactions.

Ainsi se renforce et se répand l'esprit de revendication et de « lutte sociale » car toute « coalition dépensière » doit arracher quelque chose aux revenus des autres. Voilà la France qui râle, la France des barrages routiers et des récoltes brûlées ou déversées. L'économie devient alors un jeu à somme nulle et la croissance est nulle elle aussi. Cela trouble-t-il la classe politique ? Pas du tout : elle vient au salon caresser les croupes des vaches, boire un canon, déguster les produits du terroir. L'agriculture vit de la politique. La politique vit de l'agriculture. Les vaches sont au salon. •

## Les Verts : Jean Marc Ayrault « apaise le jeu »

*A la veille des municipales, les Verts sont-ils un atout ou un boulet pour le PS ?*

**L'**affaire Notre Dame des Landes est-elle la goutte d'eau qui fait déborder le vase socialiste ? La réaction de Jean Marc Ayrault a tout d'abord été d'une rare fermeté : les Verts doivent « sortir de l'ambiguïté ». Cette sommation était adressée à Cécile Duflot qui avait donné samedi dernier une interview au Monde par solidarité avec les manifestants. Or lesdits écologistes ont provoqué (et souvent accompagné) le saccage du centre ville de Nantes. Et leur combat contre l'aérodrome est mené contre un projet voulu et soutenu par tous les élus de la région, à commencer par le Premier Ministre. Voilà largement de quoi légitimer la colère de Jean Marc Ayrault.

Hier, au salon de l'agriculture, changement de discours : on ne va pas se battre avec les Verts car la priorité du gouvernement est avant tout la lutte contre le chômage, donc la réussite du Pacte de Responsabilité, arme surpui-

sante pour la création d'emplois. Du moment que les écologistes restent dans cette ligne, ils ont leur place au gouvernement. Jean Vincent Placé, président des Verts au Sénat, indique qu'il n'y a pas de raison pour EELV de quitter le gouvernement, et que l'unité de la majorité est indispensable.

En effet, tout est bien clair : « il n'y a pas de majorité de rechange », comme l'a rappelé avec délices Noël Mamère, dissident des Verts. Pour éviter la déroute, les socialistes doivent pouvoir compter sur les voix des écologistes, ce n'est donc pas le moment de se fâcher.

Mais au-delà du décompte des voix, les Verts sont en train de nuire au gouvernement d'une façon bien plus grave : les lois et les mesures qu'ils ont lancées, ou qu'ils vont proposer, sont de plus en plus révolutionnaires et heurtent la plupart des Français. La loi Alur, préparée par Cécile Duflot, ministre du logement, aboutit au

blocage des loyers et aggrave la crise. Une autre loi sera soumise au mois de juin au Parlement sur la « transition énergétique », aggravant la fiscalité « verte », violant les droits de propriété et engageant la politique énergétique française dans une impasse. Si on ajoute à cela le soutien inconditionnel des Verts aux lois Taubira, le bilan est si négatif que le PS pourrait vouloir se défaire d'un allié si nuisible.

Et les Verts ne nuisent pas qu'au seul PS. Ils s'acharnent depuis des années à détruire tout ce qui s'apparente de loin ou de près à la liberté économique, et maintenant à la liberté tout court. L'opposition ne l'a pas encore réalisé et continue à applaudir Nicolas Hulot et les prophètes de l'apocalypse, les adversaires des OGM, de l'industrie pharmaceutique, du gaz de schiste, les obsédés du CO2 et les planteurs d'éoliennes. Les casseurs de vitrines s'emploient aussi à casser la société. C'est la « peste verte » (G. Bramoullé). •

# Forum des Libertés : compte rendu



## *La Cour des Comptes : Y a-t-il un contrôle des Finances de l'Etat ?*

C'est sur ce thème que s'est organisé à Marseille jeudi dernier 20 février le Forum des Libertés. Le débat a été lancé par un brillant exposé de Julien Aubert, Conseiller Référendaire à la Cour, et accessoirement député du Vaucluse et candidat à la mairie de Carpentras.

### **Un peu d'histoire**

Un extrait de film a été projeté. Il avait été tourné en 2007 et présenté sur les chaînes françaises à l'occasion du bicentenaire de la Cour. L'orateur voulait marquer par là deux caractéristiques majeures de cette noble institution : d'une part elle a des racines profondes, puisées dans les anciennes cours du Roy, supprimées par la Révolution mais rétablies sous une nouvelle forme par Napoléon, d'autre part, la Cour est faite de magistrats, dont la quasi-totalité est issue de l'Ecole Nationale d'Administration.

Ce rappel historique permet de comprendre le décalage entre les pratiques française et anglo-saxonnes. Aux Etats-Unis et en Angleterre, le Parlement a la possibilité de contrôler les dépenses du gouvernement en utilisant des procédures d'enquête confiées à des entreprises de comptabilité et de contrôle privées. Les sanctions sur les ministres sont immédiates et sévères. En France, la Cour des Comptes vérifie les dépenses, mais ne peut prononcer de sanction à l'égard des ministres, parce que l'ordre judiciaire a défense d'empiéter sur le pouvoir exécutif. Le Parlement n'a pas non plus barre sur l'exécutif, puisqu'en général la majorité parlementaire est assez « compréhensive » pour le gouvernement en place.

### **Les conditions de travail de la Cour**

Même s'il ne débouche pas sur des révisions réelles du comportement des gouvernants, le travail de la Cour est cependant très bien fait, car il repose sur trois principes : la collégialité, la contradiction et la responsabilité. Les dossiers sont confiés à un Conseiller, mais il travaille en liaison avec d'autres membres de la Cour. Tout au long de l'élaboration d'un rapport, le Conseiller confronte son analyse à celle de ses pairs et des Maîtres. Enfin, les conclusions sont assumées collectivement par les membres de la Cour.

Cependant, les Chambres Régionales de la Cour font un travail moins systématique, faute du nombre de Conseillers requis. Ils ne procèdent que par sondages des documents comptables. Enfin, si la Cour publie un rapport, dont un chapitre souligne ce que l'administration a « oublié » de changer au cours de l'année écoulée, il n'y a aucune sanction véritable. La Cour se situe quelque part entre le Parlement et le gouvernement, sans pouvoir faire pression ni sur l'un ni sur l'autre.

### **Pourquoi cette impunité ?**

C'est autour de cette question qu'a tourné le débat. Il a été souligné que le rapport annuel pourrait faire pression sur les administrations et la classe politique s'il était mieux diffusé. On retient souvent que la Cour a « épinglé » certains abus croustillants, mais les recommandations de politique économique ne sont pas reprises dans les médias et le débat public. Il a été également remarqué que la Cour certifie les comptes de l'Etat alors même que le désordre budgétaire est total. La Cour contrôle aussi les comptes de la Sécurité Sociale et a refusé de les certifier l'an dernier, mais sans aucune suite. Que dirait-on d'une entreprise privée dont les comptes ne seraient pas certifiés ?

Peut-être l'engagement politique de la Cour des Comptes est-elle amenée à aller plus loin. Après la présidence de Philippe Seguin, mais plus encore de Didier Migaud, la Cour se permet maintenant de dire leur fait aux gouvernants. Par exemple, le rapport déposé il y a deux semaines a précisé que l'on ne peut diminuer les dépenses publiques si on ne remet pas en cause le périmètre de l'Etat. La Cour ne va pas jusqu'à prôner les privatisations des services publics, mais ose repérer des dérives parce que l'Etat veut trop en faire.

### **Alors, que faire ?**

Certainement mettre en jeu la responsabilité, y compris pécuniaire, des gouvernants et des hauts fonctionnaires, à la mode anglo-saxonne. Mais la Constitution de la République devrait être sérieusement modifiée ! En attendant, inciter la société civile à connaître et diffuser les rapports de la Cour. Enfin, soumettre les finances de l'Etat à des audits réalisés par des professionnels. En quelque sorte, privatiser la Cour ! Mais Julien Aubert n'est pas d'accord, on le comprend !



## « Quelles stratégies face à la surenchère fiscale ? »

Jeudi 13 Mars 2014, à partir de 18 heures  
Hôtel Métropole, Genève, quai du Général-Guisan 34

Peu de lecteurs pourront se rendre à Genève à l'invitation de l'Institut Libéral présidé par Pierre Bessard, bien qu'il y ait des abonnés de la Nouvelle Lettre frontaliers de la Suisse. Mais nous faisons cette annonce pour rappeler que la pensée libérale n'a pas de frontière et que nous devons beaucoup apprendre de nos amis helvétiques. Mais eux-mêmes sont intéressés par ce qui se dit et s'écrit en France et deux des trois orateurs ce soir là sont des administrateurs de l'ALEPS. La présentation du colloque est également digne d'intérêt :

*La pression fiscale croissante des États et la coopération intensifiée au niveau international remettent en cause la garantie de la propriété et les libertés économiques. L'arbitrage qu'ont permis traditionnellement la Suisse et ses institutions légales est de plus en plus contesté. Un pseudo-moralisme a permis jusqu'ici de détourner l'attention des conséquences pratiques de ces développements pour l'économie et la société civile. Quelles en sont cependant les implications? Comment le contribuable peut-il se protéger à l'avenir? Comment les conditions de la prospérité en sont-elles modifiées?*

**Jean-Philippe Delsol**

Avocat fiscaliste, administrateur de l'IREF, auteur de *Pourquoi je vais quitter la France (Tatamis, 2013)*  
«Les vraies raisons de l'exil»

**Philippe Kenel**

Avocat spécialisé dans la planification fiscale, successorale et patrimoniale  
«Après la convention Suisse-France sur les successions»

**Axel Arnoux**

Président du groupe Chauvin Arnoux  
«Perspective d'une entreprise multinationale et familiale d'origine française»

Institut Libéral, 7 place de la fusterie 1204 Genève.  
Tél (+ 41) 225102790 libinst@libinst.ch www.institutliberal.ch

## Les débats d'éthique

Entreprises de Taille Humaine Indépendantes et de Croissance

**Sophie de Menthon**

**et le Conseil d'Administration d'ETHIC**

vous convient à un petit-déjeuner débat autour de

**Pierre GATTAZ**

**Président du MEDEF**

sur le thème :

« Les enjeux du pacte de responsabilité ? »

**Le jeudi 6 mars 2014**

**Au Cercle de l'Union Interalliée**

33, rue du faubourg Saint Honoré, Paris 8, de 8h30 à 10h (précises)

ETHIC – 48 boulevard de la Tour-Maubourg – 75007 PARIS –

tel 01 53 85 90 85 - Fax : 01 53 85 90 80 - [www.ethic.fr](http://www.ethic.fr)





## Jean François Revel

### La démocratie libérale à l'épreuve du XX<sup>e</sup> siècle

Ouvrage de Philippe Boulanger

C'est la bonne surprise de février : Philippe Boulanger et les éditions des Belles Lettres ont eu l'excellente idée de consacrer un bel ouvrage au personnage et à l'œuvre de Jean François Revel. Qui plus est, ce livre est placé sous la bannière de la démocratie libérale, thème qui couronne toute l'évolution intellectuelle de Revel, qui a parcouru le chemin qui mène du marxisme au libéralisme. Il n'est pas le seul dans ce cas, une étude publiée il y a une dizaine d'années démontrait que parmi les intellectuels qui ont marqué notre époque il y avait 8 personnalités qui passaient de la gauche à la droite contre deux en sens inverse (par exemple Bertrand de Jouvenel).

Le marxisme de Revel était purement « scolaire », appris sur les bancs de la rue d'Ulm, une usine à fabriquer des penseurs de gauche à l'époque (les années quarante) ; peut-être est-ce encore le cas aujourd'hui ! Mais Revel a reconnu ne jamais avoir été convaincu, et l'un de ses tout premiers livres *Pourquoi des Philosophes* (1957) est une attaque en règle de la vulgate marxiste qui règne dans les milieux

« pensants » français. Par contraste le libéralisme de Revel, c'est celui qu'il a découvert, en même temps que les ravages concrets du marxisme, en Amérique Latine. Revel a en effet longuement séjourné au Mexique, il a connu toutes les révolutions inspirées par Castro, avec leur cortège de meurtres et de dictatures. Quand il entame une carrière d'écrivain journaliste, d'abord à l'Express (qu'il quitte par opposition à Jimmy Goldsmith), puis au Point, c'est pour alerter le grand public français sur ce qu'est réellement l'URSS et quels sont les projets du Kremlin. C'est *La tentation totalitaire* (1976). Peu de temps après, Revel montre les illusions de la classe politique occidentale qui fait le jeu du communisme mondial et ne se rend pas compte que les valeurs de la liberté et de la démocratie sont délaissées, et que les convictions disparaissent au profit de *La Grande Parade* (2000), ce désir de pouvoir et de gloire des gouvernants de tous partis.

Jean François Revel, par ses écrits lumineux et puissants, devient l'un des libéraux les plus écoutés à la charnière des deux siècles. En 2001, il reçoit le Prix du Livre Libéral, décerné par l'ALEPS, et le récipiendaire donne une grande leçon d'histoire de la pensée en même temps que de géopolitique. Jean François Revel avait en particulier compris que l'une des armes les plus puissantes de pénétration des idées marxistes en Occident était l'anti-américanisme. La haine des Etats-Unis, symboles du capitalisme dans l'esprit des gens, le pays du matérialisme, de l'argent roi, de la corruption. Les bonnes âmes sont malades de *L'obsession anti-américaine* (2002) : de quoi fragiliser l'Occident, caricaturer le capitalisme et se livrer sans défense à la pensée marxiste. Académicien, Jean François Revel n'a jamais cherché les honneurs ; mais c'était un bon vivant, gastronome à ses heures ; sa personnalité simple et souriante lui valait beaucoup de sympathie et d'amitié dans les milieux libéraux. Merci de l'avoir fait revivre pour nous.

Philippe BOULANGER, *Jean François Revel : La démocrate libérale à l'épreuve du XX<sup>e</sup> siècle*, Ed. Les Belles Lettres, février 2014

## VALEURS ACTUELLES

### Quand je serai président de la République

Eric Brunet a un humour dévastateur. Il est aussi un intellectuel libéral de grande qualité. Dans les colonnes de *Valeurs Actuelles* (20 février 2014, p 30), Eric Brunet a produit un libel inspiré du discours de François Hollande dans son face-à-face avec Nicolas Sarkozy : *Quand je serai président de la République...* Voici quelques points forts du programme Brunet :

- Les avenues Emile Zola seront rebaptisées Margaret Thatcher
- Hollande, Ayrault, Taubira et Montebourg seront condamnés à des stages de redressement dans des entreprises chinoises
- Cécile Duflot, Jean Claude Mailly et Jean Luc Mélenchon devront suivre une formation diplômante sur le thème « Apprendre à aimer l'économie de marché »
- François Bayrou et Marine Le Pen devront s'inscrire au cursus « Libéral n'est pas une insulte »
- Alain Madelin sera nommé ministre de la Réforme de l'Etat à la place de Maryse Lebranchu
- Je virerai tous les ministres qui n'ont pas travaillé au moins trois ans en entreprise

- Je supprimerai le principe de précaution de la Constitution, j'autoriserai les OGM car le josébovisme a donné trente ans de retard à la recherche agronomique française
- Je lancerai d'urgence l'exploitation des gaz de schiste parce que maintenant on arrête les conneries
- Je supprimerai le Conseil Economique et Social, les départements, le CNC, les 1.500 observatoires et comités inutiles, le million et demi de fonctionnaires en trop. Et je privatiserai la Sécu.